



Disclaimer: unless otherwise agreed by the Council of UPOV, only documents that have been adopted by the Council of UPOV and that have not been superseded can represent UPOV policies or guidance.

This document has been scanned from a paper copy and may have some discrepancies from the original document.

---

Avertissement: sauf si le Conseil de l'UPOV en décide autrement, seuls les documents adoptés par le Conseil de l'UPOV n'ayant pas été remplacés peuvent représenter les principes ou les orientations de l'UPOV.

Ce document a été numérisé à partir d'une copie papier et peut contenir des différences avec le document original.

---

Allgemeiner Haftungsausschluß: Sofern nicht anders vom Rat der UPOV vereinbart, geben nur Dokumente, die vom Rat der UPOV angenommen und nicht ersetzt wurden, Grundsätze oder eine Anleitung der UPOV wieder.

Dieses Dokument wurde von einer Papierkopie gescannt und könnte Abweichungen vom Originaldokument aufweisen.

---

Descargo de responsabilidad: salvo que el Consejo de la UPOV decida de otro modo, solo se considerarán documentos de políticas u orientaciones de la UPOV los que hayan sido aprobados por el Consejo de la UPOV y no hayan sido reemplazados.

Este documento ha sido escaneado a partir de una copia en papel y puede que existan divergencias en relación con el documento original.

UPOV

CAJ/II/2.

ORIGINAL: anglais

DATE: 24 octobre 1978

## UNION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OBTENTIONS VÉGÉTALES

GENÈVE

## COMITE ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

## Deuxième session

Genève, 15 au 17 novembre 1978

RELATIONS ENTRE LES REGLES SUR LA  
CONCURRENCE ET LA PROTECTION DES OBTENTIONS VEGETALESDocument préparé par le Bureau de l'Union

1. A sa première session, le Comité administratif et juridique est convenu que chaque délégation devait préparer un document "sur les particularités des licences pour la multiplication du matériel de reproduction" et que ces documents devaient parvenir au Bureau de l'Union avant le 1er septembre 1978 (voir le document CAJ/I/11, paragraphe 17).
2. Des experts de la République fédérale d'Allemagne ont envoyé le document qui figure à l'annexe du présent document. Les renseignements suivants ont été fournis par les délégations d'autres Etats membres.
3. Belgique : Selon la réglementation officielle, l'accord de l'obtenteur ou de son mandataire n'est exigé que pour la multiplication des semences de base. Cette réglementation est fondée sur les directives des communautés européennes. Celle-ci prévoit notamment que la multiplication des semences de base ait lieu sous la responsabilité technique de l'obtenteur ou de son mandataire, soit que celui-ci a reçu lui-même l'autorisation de produire des semences de base soit qu'il est le responsable de la sélection conservatrice.
4. Par contre, la multiplication des semences certifiées a lieu sous contrat privé conclu avec l'obtenteur ou son mandataire, pour autant que ceux-ci tiennent sous leur propre contrôle la distribution des semences de base.
5. L'exercice des droits d'obtention végétale permettra sans doute aux obtenteurs de contrôler dans ce secteur la multiplication des semences certifiées de leurs variétés.
6. France : La délégation a informé le Bureau de l'Union qu'elle n'était pas en mesure de formuler officiellement des observations.

7. Afrique du Sud : Le seul type de licence exigé en Afrique du Sud pour la multiplication et la vente de matériel de reproduction est la licence concédée par le titulaire d'un certificat de protection et autorisant le preneur à produire, vendre, importer ou exporter du matériel de reproduction de la variété protégée. Ces licences sont permises par les articles 23 et 25 de la loi sud-africaine sur la protection des obtentions végétales.

8. Suède : La délégation ne peut fournir aucun renseignement sur le nombre de contrats de licence ou les dispositions de ces contrats; par ailleurs, les obtenteurs n'ont jamais demandé l'inscription de contrats de licence dans le registre des variétés végétales. A sa connaissance, aucune limitation au sens de l'article 9 de la Convention n'a été imposée.

9. Suisse : Des licences ne sont pas encore accordées dans ce pays en vertu de la loi suisse sur la protection des obtentions végétales.

[L'annexe suit]

## CAJ/II/2

## ANNEXE

DOCUMENT DE TRAVAIL SUR LES RELATIONS ENTRE LES  
REGLES SUR LA CONCURRENCE ET LA PROTECTION  
DES OBTENTIONS VEGETALES

présenté par des experts de la République  
fédérale d'Allemagne<sup>1</sup>

- I. Un obtenteur français de variétés de maïs avait cédé par contrat à un partenaire allemand le droit d'obtenteur ainsi que la licence exclusive de multiplication et de vente, portant sur ces variétés, pour le territoire de la République fédérale d'Allemagne. La Commission des Communautés européennes a décidé dans son arrêt du 21 septembre 1978 (IV/28.824 - droit d'obtenteur - semences de maïs) que le caractère exclusif de la licence de multiplication et de vente constitue une infraction aux règles de concurrence de l'article 85.1) du Traité instituant la CEE. En ce qui concerne la multiplication, elle a estimé dans les considérants que la nécessité d'une limitation de la multiplication, par exemple en raison des conditions climatiques, n'avait pas été prouvée dans le cas en question et que pour cette raison il n'y a pas lieu d'exempter de façon générale la multiplication de l'application des règles de concurrence. La Commission a ainsi fait savoir qu'elle considère que les mêmes principes que ceux qui ont été développés pour le domaine de la propriété industrielle sont applicables en règle générale aux contrats de licence dans le domaine des obtentions végétales.
- En ce qui concerne les licences de multiplication, il convient de noter ce qui suit.
- II. La production de semences présente très généralement, en raison des données biologiques, des caractères particuliers par rapport à la fabrication d'autres produits. Lors de la fabrication de produits qui sont du domaine de la propriété industrielle, les conditions suivantes sont en général réunies :
- a) On dispose de connaissances techniques générales (l'invention divulguée). Celle-ci est décrite de telle façon que l'homme de l'art au savoir moyen peut reconstituer le processus d'invention dont la description fait partie des connaissances techniques et reproduire à volonté l'objet de l'invention. Seul le droit d'appliquer ces connaissances techniques fait normalement l'objet de relations contractuelles entre l'inventeur et le fabricant.
  - b) Les matières premières nécessaires pour la fabrication de l'objet de l'invention (par exemple, les métaux, les produits chimiques de base) peuvent être obtenues, en règle générale, chez des fournisseurs différents, indépendants l'un de l'autre, et dans les mêmes qualités. L'approvisionnement en ces matières premières ne suppose aucun lien particulier entre l'inventeur et le fabricant.
  - c) Si différents fabricants utilisent les connaissances techniques mentionnées sous le point a) et les mêmes matières premières mentionnées au point b), les produits de ces fabricants seront en essence identiques, indépendamment du lieu et des autres conditions de production. Il s'agit donc du même produit malgré les processus de fabrication indépendants. C'est pourquoi il est permis de conclure que les licences exclusives de fabrication peuvent affecter le commerce de ce produit.
- III. Les conditions préalables ci-dessus ne sont pas toutes réunies lors de la reproduction d'un objet botanique.
- a) Le matériel de départ pour la production des semences (donc pour la multiplication) est constitué par les plantes d'une certaine variété ou, dans le cas des hybrides ou des variétés synthétiques, de plusieurs

<sup>1</sup> Dans la lettre d'accompagnement, les experts ont indiqué que le document a été restreint aux points qui s'appliquent généralement à la multiplication des variétés. La description des particularités de certaines espèces ou des systèmes de multiplication et des autres particularités (que la Commission des Communautés européennes n'a pas l'intention d'exclure) a été considérée comme dépassant le cadre de ce travail.

variétés déterminées (composantes généalogiques), c'est-à-dire un ou plusieurs ensembles de plantes, dont chacun possède les mêmes caractères morphologiques et physiologiques à déterminisme génétique, compte tenu des particularités de chaque espèce. La production de nouvelles plantes possédant ces caractères n'est possible que par hérédité de ces caractères, par le biais de la multiplication des plantes de la variété en question. La production d'ensembles de plantes ayant des caractères déterminés identiques ne peut de ce fait faire l'objet d'une description incluse dans les connaissances générales, description qui permettrait à un autre homme de l'art de produire des plantes dont les caractères correspondent à ceux de la variété à partir d'un matériel végétal qui n'est pas de la variété. Le procédé de production de plantes à caractères déterminés n'est donc pas reproductible par des tiers qui ne possèdent pas le matériel de reproduction typique de la variété.

- b) Même si un producteur de semences (multiplicateur) entre en possession de matériel végétal de la variété, il n'est pas évident qu'il pourra produire à volonté des semences de la variété en multipliant ce matériel de départ. En effet, il faut garder à l'esprit que la multiplication de matériel végétal n'est pas un simple procédé de fabrication mécanique, mais un processus héréditaire au sens biologique. La combinaison de caractères d'une variété sélectionnée est le résultat d'un travail de sélection de longue haleine, dans lequel certains caractères génétiques ont été introduits dans une variété au moyen de diverses méthodes d'amélioration des plantes (par exemple, croisement, croisement en retour, induction de mutations, liés à une sélection sévère et des essais de descendance). Conformément aux lois biologiques, une variété ne reste pas éternellement stable, c'est-à-dire que toutes ses plantes ne possèdent plus la même combinaison de caractères après un certain nombre de multiplications; au contraire, elle a tendance à se modifier. Les principales modifications sont les suivantes :

- en raison de disjonctions et de mutations à déterminisme génétique, naissent des plantes dont les caractères ne correspondent pas à la description de la variété. Ainsi la variété perd son homogénéité. Cependant, l'homogénéité (c'est-à-dire l'identité des caractères de toutes les plantes d'une variété, compte tenu des particularités de l'espèce) est une condition essentielle pour pouvoir définir et identifier la variété et pour attacher des conséquences juridiques à cette variété (protection des obtentions végétales, inscription à un catalogue, certifications des semences). Un ensemble de plantes dont les individus ne sont pas identiques (compte tenu des particularités de l'espèce) n'est absolument pas une "variété" et ses semences ne sont pas utilisables pour la culture. C'est pour cette raison qu'à la fois l'article 6.1)c) de la Convention UPOV et l'article 4.1) de la Directive du Conseil des Communautés européennes relative au catalogue communautaire des plantes agricoles et l'article 4) de la Directive du Conseil des Communautés européennes relative au commerce des semences maraîchères prévoient que l'homogénéité est une des conditions préalables à la délivrance d'un titre de protection et à l'inscription aux catalogues des variétés.

- Il résulte des considérations ci-dessus que chez la plupart des espèces les variétés ont tendance à se modifier dans leur ensemble à la suite des reproductions successives, c'est-à-dire que l'ensemble des plantes "dérive" progressivement. Alors, après les multiplications successives, les caractères morphologiques et physiologiques de la variété ne présentent plus les niveaux d'expression déterminés à l'origine par l'obteneur et ensuite lors de la délivrance du titre de protection ou de l'inscription dans un catalogue de variétés. Ainsi la variété n'est plus stable. De cette modification naît pratiquement une autre variété. Le matériel de multiplication constitue donc un autre produit. C'est pourquoi la stabilité fait partie des conditions préalables à la protection et à l'inscription au catalogue en vertu de l'article 6.1)d) de la Convention UPOV et des directives précitées du Conseil des Communautés européennes.

Pour éviter les modifications précitées, il faut procéder continuellement à une sélection conservatrice de la variété (y compris, dans le cas des hybrides et des variétés synthétiques, des composantes généalogiques). La sélection conservatrice de la variété contient donc toujours des éléments essentiels du processus de sélection initial (élimination des hybrides accidentels, des mutants, des plantes introduites en mélange et malades). Il faut continuellement faire preuve des activités de sélection conservatrice et de leur résultat aux autorités compétentes, en vertu de l'article 10.2) de la Convention UPOV et des articles 11 et 12 des directives susmentionnées du Conseil des Communautés européennes. Si la variété n'est pas maintenue conforme à sa description initiale, l'obtenteur est déchu de son droit et la variété est rayée du catalogue.

- c) Même si un multiplicateur disposait constamment de semences produisant des plantes typiques de la variété et sans mélange, il ne serait pas encore certain que le résultat de sa multiplication sera des semences typiques de la variété et pures. Le résultat de la multiplication peut être influencé par les facteurs suivants.

- Les semences sont un matériel vivant qui ne peut pas être conservé comme n'importe quel autre produit, mais qui doit être maintenu en vie par des mesures adéquates. Des mesures inadéquates (certaines influences chimiques ou physiques) peuvent produire des modifications génétiques au niveau des semences, ce qui se traduit par une culture non typique de la variété et manquant de pureté variétale, bien qu'à l'origine les semences fussent typiques de la variété et pures.

- En tant que matériel vivant, les plantes sont susceptibles d'être attaquées par les parasites et maladies. Ceci peut être influencé par des facteurs que le multiplicateur ne peut pas contrôler (climat, exposition, cultures et plantes sauvages environnantes, niveau d'infection général dans le lieu de culture). Les maladies peuvent se transmettre par l'intermédiaire des semences - au début le plus souvent de façon inaperçue. Elles se traduisent chez les acheteurs de semences (les cultivateurs) par des préjudices économiques importants.

- Une variété ne peut être maintenue à l'état typique et pur que s'il n'y a pas de fécondation par du pollen étranger lors de la multiplication, car sinon se produisent des croisements indésirables et incontrôlés qui modifient la variété. Il faut donc s'assurer que les multiplications ne sont pas effectuées en des lieux où ces facteurs, qui ne sont pas toujours contrôlés par le multiplicateur, ne sont pas exclus.

- IV. Compte tenu de ce qui précède, il convient de retenir les facteurs suivants comme particularités de la multiplication par rapport à la fabrication d'autres produits.

- L'innovation qui réside dans la sélection d'une variété n'est pas terminée avec la production d'un certain nombre de plantes, mais nécessite un travail de sélection conservatrice de la variété en raison du caractère botanique de celle-ci.

- Chaque multiplication est partie intégrante de cette sélection conservatrice. Des développements aberrants lors de cette multiplication peuvent modifier la variété ou une partie importante de celle-ci et donc affecter considérablement la disponibilité des semences typiques de la variété et pures, et même les rendre indisponibles.

- Des vices comme ceux décrits plus haut ne peuvent être constatés sur les semences du fait qu'il s'agit surtout de défauts au niveau génétique. L'utilisateur de semences (agriculteur) n'a donc aucune possibilité de juger les caractères et les qualités des semences sur la base d'un échantillon. Les défauts ne se manifestent qu'en culture. Alors, le préjudice est déjà constitué pour l'agriculteur et ne peut plus être réparé.

- En tant que responsable de la variété, l'obtenteur doit garantir son maintien. Il répond des insuffisances du maintien de la variété, car il peut être déchu de son titre de protection et la variété peut être rayée du registre. En règle générale, ceci affecte également les utilisateurs de semences. L'obtenteur ne peut satisfaire efficacement à l'obligation qui lui est imposée dans l'intérêt des utilisateurs de maintenir la variété, et ne peut garantir ce maintien, que s'il garde l'influence décisive sur la multiplication de la variété. Il doit pouvoir définir et contrôler sans réserve les conditions dans lesquelles la variété est multipliée.

- Les particularités à déterminisme biologique de l'amélioration des plantes, l'obligation de la sélection conservatrice ininterrompue y comprise, constituaient la raison principale pour laquelle les règles de la législation sur les brevets applicables aux produits industriels se sont montrées généralement inaptes à la protection des obtentions végétales; il a donc été nécessaire d'instaurer un titre de protection particulier.

- Pour les raisons susmentionnées, l'obtenteur devrait garder la possibilité de contrôler entièrement la multiplication et de la limiter à des établissements déterminés, au moyen de la concession de licences de multiplication exclusives. Ceci devrait aussi s'appliquer lorsqu'il a à sa disposition un nombre relativement grand d'établissements de même compétence et qu'on ne peut pas attendre de l'obtenteur d'un point de vue économique qu'il mette en place un système de contrôle qui couvre un grand nombre d'établissements de multiplication.

Il résulte de ce qui précède qu'il existe des différences essentielles entre les licences de fabrication et les licences de multiplication en ce qui concerne leurs conditions préalables matérielles. Ces différences devraient être soigneusement prises en considération lors d'un examen du point de vue du droit sur la concurrence.

[Fin du document]